

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU**

DE LA SÉANCE DU 31 JANVIER 2019 A 18 H 30

dans la salle culturelle et de séminaire de la Halle au Blé à Altkirch

Sous la présidence de Monsieur Michel WILLEMANN, Président,

Date de la convocation : 25 janvier 2019

Étaient présents : (67)

Mesdames et Messieurs, Bertrand AITA, Louis ALLEMANN, Antoine ANTONY, Fabienne BAMOND, Marie-Thérèse BARTH, Christophe BAUMLÉ, Joseph BERBETT, Guy BILGER, Martine BILGER, Michel BILGER, Jean-Pierre BUISSON, François COHENDET, Danielle CORDIER, Philippe DEPIERRE, Michel DESSERICH, François EICHHOLTZER, Annick FELLER, Gilles FREMIOT, Jean-Marie FREUDENBERGER, Christian FUTTERER, Germain GOEPFERT, Madeleine GOETZ, Éric GUTZWILLER, François GUTZWILLER, Sabine HATTSTATT, Georges HEIM, Ginette HELL, Jean-Michel HELL, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, Grégory KUGLER, Florence LAVAULT, André LEHMES, Didier LEMAIRE, Christian LERDUNG, Clément LIBIS, Véronique LIDIN, François LITZLER, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA (*Arrive au point 3*), Jean-Michel MONTEILLET, Jean-Yves MOSSER, Marie-Josée MULLER, Isabelle PI-JOCQUEL, Armand REINHARD, Christian REY, Georges RISS, Philippe RUF, André SCHERRER, Jean-Claude SCHIELIN, Bernard SCHLEGEL, Alain SCHMITT, Clément SCHNEBELEN, Jean-Claude SCHNECKENBURGER, Fabien SCHOENIG, Serge SCHUELLER, Hubert SOLDNER, Rémi SPILLMANN, Patrick STEMMELEIN, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN, Fernand WIEDER, Michel WILLEMANN, Gaëlle ZIMMERMANN, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Messieurs Pierre BLIND et Hubert SCHERTZINGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (12)

Monsieur Jean-Claude COLIN a donné procuration à Monsieur Jean-Claude SCHNECKENBURGER ;
Monsieur Thierry DOLL a donné procuration à Madame Danielle CORDIER ;
Monsieur Bernard FANKHAUSER a donné procuration à Monsieur Grégory KUGLER.
Madame Delphine FELLMANN a donné procuration à Madame Gaëlle ZIMMERMANN ;
Monsieur Benoît GOEPFERT a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER ;
Monsieur Philippe HUBER a donné procuration à Monsieur Eric GUTZWILLER ;
Monsieur Christian KLEIBER a donné procuration à Monsieur Armand REINHARD ;
Madame Françoise MARTIN a donné procuration à Monsieur Serge SCHUELLER ;
Monsieur Régis OCHSENBEIN a donné procuration à Monsieur Jean-Marie FREUDENBERGER ;
Madame Nathalie SINGHOFF-FURLAN a donné procuration à Monsieur Jean-Michel HELL ;
Monsieur Gilbert SORROLDONI a donné procuration à Monsieur Fernand WIEDER ;
Monsieur Joseph-Maurice WISS a donné procuration à Monsieur Jean ZURBACH.

Étaient excusées sans représentation : (4)

Madame Chrysanthe CAMILO et Messieurs Serge GAISSER, Michel LERCH, Dominique SPRINGINSFELD.

Étaient non excusés : (6)

Messieurs Dominique DIETLIN, Dominique DIRRIG, Stéphane DUBS, Roger KOCHER, André LINDER, Claude LITSCHKY.

Ordre du jour

| | | |
|-----|---|-----|
| 1. | DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE..... | 295 |
| 2. | APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 13 DECEMBRE 2018 | 295 |
| 3. | PRESENTATION DE LA STRATEGIE DE CONCERTATION DU PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL | 295 |
| 4. | MODIFICATION DES STATUTS DE L'EPAGE DE LA LARGUE | 296 |
| 5. | FIXATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PREVISIONNELLES..... | 297 |
| 6. | MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS..... | 299 |
| 7. | CONCLUSION DE CONVENTIONS DE MISES A DISPOSITION | 300 |
| 8. | ADMISSIONS EN NON-VALEUR DE CREANCES IRRECOUVRABLES : RECTIFICATION DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 13 DECEMBRE 2018 | 300 |
| 9. | DESIGNATION DES DELEGUES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LES AFFAIRES SCOLAIRES D'ALTKIRCH..... | 301 |
| 10. | DESIGNATION DES DELEGUES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE D'HEIMSBRUNN ET ENVIRONS | 302 |
| 11. | QUARTIER PLESSIER : VENTE DE TERRAIN A L'ENTREPRISE SELMONI | 303 |
| 12. | DESIGNATION DES REPRESENTANTS A L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAUTAIRE DU SUNDGAU | 304 |
| 13. | CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA NAPPE RHENANE ET LES AQUIFERES DU SUNDGAU | 304 |
| 14. | ANNULLATION DE LA DELIBERATION DU CONSEIL DE L'ANCIENNE COMMUNAUTE DE COMMUNES ILL ET GERSBACH DU 2 AVRIL 2015 : REMBOURSEMENT DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT DE L'ANNEE 2015 AUX REQUERANTS..... | 306 |
| 15. | EXTENSION DE L'ADHESION AU SYNDICAT MIXTE POUR LE RECYCLAGE AGRICOLE..... | 308 |
| 16. | COMMUNICATIONS | 309 |

En préambule à la séance, Monsieur Stéphane MOTTET, chef d'escadron de la Compagnie de Gendarmerie d'Altkirch présente aux élus la nouvelle carte et le découpage du territoire qui sera applicable au 1^{er} mars prochain. Il insiste sur la relation et le travail commun entre la brigade et les communes, les échanges avec les élus doivent être privilégiés.

1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Monsieur Daniel MEYER est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance conformément aux articles L.2541-6 et L.2541-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 13 DECEMBRE 2018

Il est proposé au Conseil d'approuver le procès-verbal de la séance du 13 décembre 2018.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 13 décembre 2018.

Arrivée de Madame Estelle MIRANDA

3. PRESENTATION DE LA STRATEGIE DE CONCERTATION DU PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL

Le Président rappelle que lors du Conseil communautaire du 7 décembre 2017, la Communauté de Communes Sundgau s'est engagée dans la réalisation d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), conformément à la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte qui nomme les intercommunalités coordinatrices de la transition énergétique.

Le PCAET est un projet territorial de développement durable, moteur de l'action territoriale dans la lutte contre le changement climatique et la pollution de l'air. À la fois stratégique et opérationnel, il prend en compte l'ensemble de la problématique climat-air-énergie autour de plusieurs axes d'actions :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- la sobriété énergétique ;
- la qualité de l'air ;
- le développement des énergies renouvelables.

Ces actions doivent impliquer tous les secteurs d'activité : résidentiel, tertiaire, transport, agriculture, déchets, industrie.

L'élaboration du PCAET se déroule selon 4 phases :

- Le **diagnostic** vise à définir les enjeux et les secteurs prioritaires pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ;
- La **stratégie** a pour objectifs d'identifier la part faisable et acceptable pour et par les acteurs du territoire ;
- Le **programme d'actions** vise à décliner cette stratégie dans des actions concrètes et réalisables ;
- Le **dispositif de suivi** permet de suivre et d'animer l'atteinte des objectifs du PCAET.

La première phase de diagnostic a été finalisée en novembre 2018 avec l'appui du PETR. Ce diagnostic fait ressortir les forces du territoire, mais aussi plusieurs pistes d'actions pour l'atténuation du changement climatique et de la pollution de l'air à l'échelle du territoire (annexes 1 et 2).

Face à ces enjeux, il s'agit maintenant de définir une stratégie territoriale d'adaptation et d'atténuation et de la décliner dans un plan d'actions concret et réalisable. Il s'agit notamment de fixer des objectifs propres au territoire et à ses problématiques à travers une démarche de concertation. Cette concertation est à la fois garante de l'appropriation du PCAET par les acteurs du territoire et de la prise en compte des enjeux territoriaux qui y sont liés (qualité de vie, santé, emploi, réduction des risques, pérennisation des activités économiques et agricoles, etc.). Il apparaît important d'engager rapidement ce travail de concertation dans la perspective d'un dépôt du PCAET avant la fin de l'année 2019.

Les modalités de cette concertation, proposées par la Commission Environnement lors de sa réunion du 7 janvier dernier, sont précisées sur le schéma de l'annexe 3. La concertation pourrait se dérouler de janvier à juin 2019.

Les membres de la Commission Environnement proposent d'organiser une soirée d'information/formation sur les enjeux génériques et les objectifs d'un PCAET et sur les enjeux spécifiques au territoire (présentation du diagnostic et secteurs et enjeux prioritaires). La soirée pourrait être organisée le jeudi 28 février à 19h. Ils proposent également l'organisation d'un séminaire de travail rassemblant l'ensemble des élus de la Communauté de Communes (date à déterminer) ayant pour objectif de définir les grands axes de la stratégie territoriale d'adaptation et d'atténuation du changement climatique, suivi d'ateliers de travail thématiques qui pourront associer d'autres acteurs du territoire.

Monsieur François EICHHOLTZER partage la nécessité de cette dynamique. Il rappelle que l'été 2018 a été caniculaire avec des valeurs de 35,8° contre 23° à la même période dans les années 60-70.

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve la stratégie de concertation du Plan Climat Air Energie Territorial telle qu'elle est présentée ci-avant.

4. MODIFICATION DES STATUTS DE L'EPAGE DE LA LARGUE

Le Président expose que la commune de Levoncourt a décidé, par délibération du 3 juillet 2018, de solliciter son adhésion à l'EPAGE de la Largue. Cette requête ayant été unanimement approuvée par les délégués du Comité Syndical de l'EPAGE de la Largue le 30 novembre 2018, il appartient aujourd'hui à chaque collectivité membre de statuer sur cette demande.

Par ailleurs, dans le cadre de cette modification statutaire, le comité syndical de l'EPAGE a décidé, lors de cette même séance, de toiler les statuts comme suit, sur les conseils des services de la Préfecture, afin d'assurer une meilleure représentativité du Bureau de l'EPAGE Largue.

Ainsi, il est précisé dans l'article 7 « qu'à l'exception du Président de l'EPAGE Largue, un même délégué ne peut siéger à la fois dans le collège GEMAPI et le collège NON GEMAPI. »

Une modification à l'article 11 précise que « Dans le cadre des délibérations ne concernant qu'un seul collège (GEMAPI ou NON GEMAPI), ce collège ne peut valablement délibérer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Dès lors qu'un titulaire ne peut être remplacé par un suppléant, il peut charger un autre membre de son collège de sa représentation par procuration. »

Enfin, la composition du Bureau de l'EPAGE est modifiée en ce sens dans l'article 12 : « trois Assesseurs titulaires et trois Assesseurs suppléants issus du collège GEMAPI, trois Assesseurs titulaires et trois Assesseurs suppléants issus du collège NON-GEMAPI. Dès lors qu'un Assesseur titulaire ne peut être remplacé par un suppléant, il peut

charger un autre membre de son collège de sa représentation par procuration. Les Vice-Présidents peuvent donner procuration à un autre membre de leur collège siégeant au Bureau. »

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve les modifications statutaires de l'EPAGE de la Largue telles qu'elles sont présentées ci-dessus.

5. FIXATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PREVISIONNELLES

Le Président rappelle que l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts prévoit que les Attributions de Compensation Prévisionnelles (ACP) sont communiquées aux communes membres avant le 15 février de chaque année.

Le mode de calcul des Attributions de Compensation (AC) définitives est défini par la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) qui se réunit tout au long de l'année de transfert de la compétence, autant de fois qu'il le faut.

Pour 2019, suite à la modification des statuts de la Communauté, les charges transférées sont les suivantes :

- Compétences transférées à la Communauté de Communes Sundgau :
 - Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, à savoir la participation à la création, à l'aménagement et à l'entretien des itinéraires cyclables entre communes membres relevant du schéma départemental ;
 - Action sociale, notamment la petite enfance (*ne concerne que la commune de Bettendorf*) ;
 - Frais relatifs aux collègues d'Altkirch et d'Hirsingue (SIASA et ex-SIAC) ;
 - Versement de la contribution financière au Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

- Compétences transférées aux communes :
 - Etudes, réalisation des travaux, entretien des équipements du réseau d'éclairage public ;
 - Capture et mise en fourrière des animaux errants ;
 - Soutien au Réseau des Ecoles de la Communauté de communes du Jura Alsacien dans le cadre des activités éducatives et culturelles proposées aux élèves scolarisés du 1^{er} degré (REJA) ;
 - Défense extérieure contre l'incendie ;
 - Gestion des terrains multi-sports et une partie de la zone de loisirs d'Hirtzbach ;
 - Organisation et gestion des transports des élèves entre les établissements scolaires du 1^{er} degré et les équipements sportifs, culturels ou de loisirs appartenant à la CCJA ou utilisés dans le cadre des activités scolaires pour le secteur du Jura.

Pour le calcul des Attributions de Compensation prévisionnelles, seront inclus dans celui-ci :

- Action sociale (petite enfance) : **cotisation 2018** ;
- Frais relatifs aux collègues d'Altkirch et d'Hirsingue : **cotisation 2018** ;
- Versement de la contribution financière au Service Départemental d'Incendie et de Secours : **cotisation 2019 (hors allocation de vétérance, qui est à la charge des communes)** ;
- Etudes, réalisation des travaux, entretien des équipements du réseau d'éclairage public : **consommation EDF 2018, moyenne des charges de maintenance et réparation période 2014-2018** ;
- Capture et mise en fourrière des animaux errants : **cotisation 2018 calculée au prorata du nombre d'habitants.**

Monsieur Jean-Marie FREUDENBERGER regrette que les allocations de vétérance du SDIS soient dorénavant à la charge des communes. Ce transfert financier provenant du Département est mal venu alors que les dotations de l'Etat aux communes sont en baisse.

Monsieur Nicolas JANDER, pour avoir assisté au Conseil d'Administration du SDIS, informe le Conseil qu'il ne s'agit pas d'une volonté du Département mais résulte d'une demande de la Chambre régionale des comptes.

Monsieur Jean-Claude SCHNECKENBURGER soulève plusieurs questions concernant la fixation des Attributions de Compensation Prévisionnelles :

- Comment expliquer que 18 communes sont en AC négatives ?
- Comment expliquer que la Communauté de Communes enlève des AC alors que le SIASA a un emprunt quasiment soldé ?
- Les communes de l'ex-CCA perçoivent 3 661 000 € d'attributions de compensation, ce qui représente 70% de l'ensemble des celles-ci, alors que les 58 autres se partagent les 30% restant. En deux ans, les taxes locales pour les communes de l'ex-CCVH ont considérablement augmenté, alors que pour celles de l'ex-CCA la tendance est contraire. Quelle en est l'explication ?

Monsieur Jean-Marc METZ rappelle que les attributions de compensation sont égales aux impôts économiques qui revenaient directement aux communes avant l'instauration de la fiscalité professionnelle unique (FPU), réévaluées chaque année à la hausse ou à la baisse selon les charges transférées.

Le Président souligne que la solution la plus opportune aux problématiques liées à l'application de la FPU et des attributions de compensation serait le pacte fiscal. Il s'agit d'une solution d'équité mais cela doit être une démarche volontaire et partagée par tous.

Monsieur Nicolas JANDER rappelle que depuis la fusion en 2017, il a fallu « marier » 5 communautés de communes, 64 communes, 89 conseillers. La FPU est une complication supplémentaire mais peut aussi être perçue comme de la mutualisation qui permet d'avoir un réel projet de territoire.

Il ajoute que les attributions de compensation de la ville d'Altkirch correspondent aux impôts locaux payés par les contribuables de la ville d'Altkirch. Il rappelle que les impôts économiques augmentent chaque année selon le dynamisme de la commune. Dans ce contexte, avec l'application de la FPU, la ville est également perdante dans la mesure où elle ne bénéficie plus du dynamisme de l'impôt économique puisque ses attributions de compensation demeurent figées. Certes, certaines communes se voient appliquer des attributions de compensation négatives, mais cela n'est que le reflet des transferts de charges. En revanche, il est vrai que les communes ayant le plus d'impôts économiques avant l'application de la FPU peuvent être pénalisées car ne bénéficiant plus de la dynamique positive de ceux-ci.

En ce qui concerne le transfert de la compétence de l'éclairage public aux communes concernées, Monsieur Nicolas JANDER rappelle que cela ne résultait absolument pas d'une volonté de la ville. Le transfert a été décidé dans le cadre d'une réflexion globale au niveau du territoire complet.

Il insiste, par ailleurs, sur le fait qu'un lissage des taux a été décidé en 2017. Tant que ce lissage ne sera pas terminé, l'on ne pourra pas dire que les uns payent pour les autres. De manière générale, il est impératif d'arrêter de raisonner au niveau et au regard de chaque ancienne communauté de communes et de se concentrer sur de réels projets pour l'intégralité du territoire communautaire.

Monsieur Jean-Claude SCHNECKENBURGER fait part de son mécontentement s'agissant de l'application de la FPU et estime qu'à l'époque de sa mise en œuvre par la Communauté de Communes de la vallée de Hundsbach, tous les éléments et implications n'avaient pas été suffisamment présentés aux maires concernés pour la prise de décision. De plus, il regrette vivement les transferts de compétences de plus en plus importants à la Communauté de Communes. Il faut craindre que tôt ou tard les maires des petites communes jettent l'éponge à force de perdre toutes leurs compétences.

Pour remédier aux problématiques issues de la l'application de la FPU, Monsieur Gilles FREMIOT considère qu'il conviendra d'engager une réflexion sur un lissage des charges transférées.

Monsieur François GUTZWILLER expose qu'il maintient la position qu'il a pu exprimer lors de la dernière réunion de la CLECT au sujet de la répartition des attributions de compensation. Mais, il reconnaît volontiers qu'il est grand temps d'être solidaire et de raisonner globalement à l'échelle de la Communauté de Communes.

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, par 76 voix pour, 2 abstentions et 1 voix contre, approuve les Attributions de Compensation Prévisionnelles telles que présentées par son Président.

Il dit que les versements des Attributions de Compensation Prévisionnelles aux communes s'effectueront par 1/12^{ème} mensuellement.

Il dit que les Attributions de Compensation définitives seront arrêtées au cours de l'année 2019 et viendront, le cas échéant, modifier les montants provisoires notifiés aux communes.

Il autorise son Président à signer tous les documents à intervenir et à effectuer les écritures comptables en conséquence.

6. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Il est proposé, dans le cadre du tableau des effectifs, la création des postes suivants :

- création d'un poste d'adjoint technique principal 2^{ème} classe à raison de 5,25/35^{ème} pour le service eau/assainissement (poste précédemment créé erroné au regard des informations initialement transmises à la Communauté de Communes dans le cadre du transfert de l'agent concerné) ;
- création d'un poste d'attaché du patrimoine de conservation à temps complet pour le service des archives (nomination en CDI suite à cumul de 6 ans de CDD) ;
- création d'un poste d'éducateur de jeunes enfants à raison de 17,5/35^{ème} pour le Multi-Accueil d'Illfurth ;
- création d'un poste de technicien principal 2^{ème} classe à temps complet suite à obtention de concours ;
- création d'un animateur principal 1^{ère} classe à temps complet, suite à obtention de concours ;
- création d'un poste d'adjoint technique principal 2^{ème} classe à temps plein suite à obtention de concours, pour le service déchets (poste d'accroissement actuellement) ;
- création d'un poste d'adjoint administratif à temps plein pour le service déchets pour accroissement temporaire d'activité ;
- création d'un poste d'adjoint technique à temps complet pour le service déchets pour accroissement temporaire d'activité ;
- création d'un poste d'adjoint d'animation rémunéré au décompte des heures réalisées pour accroissement temporaire d'activité.

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, modifie le tableau des effectifs, tel que présenté ci-avant par son Président.

7. CONCLUSION DE CONVENTIONS DE MISES A DISPOSITION

Le Président indique qu'il convient de conclure des conventions de mise à disposition de personnel, dans le cadre du transfert des compétences eau et assainissement.

En complément des mises à disposition validées par le Conseil communautaire à l'occasion de sa séance du 13 décembre dernier, il est proposé les mises à disposition suivantes :

- M. TSCHIEMBER Michel, mis à disposition par la Commune de Biederthal à raison de 3/35^{ème} ;
- M. BIRINGER Alexandre, mis à disposition par la Commune de Bisel à raison de 4/35^{ème} ;
- M. CASPAR Laurent, mis à disposition par la Commune de Courtavon à raison de 3/35^{ème} ;
- M. LIDY Christophe, mis à disposition par la Commune de Feldbach, à raison de 3,5/35^{ème} ;
- M. MEYER Denis, mis à disposition par la Commune de Ferrette, à raison de 4/35^{ème} ;
- M. GRASSL Dominique, mis à disposition par la Commune de Kiffis à raison de 2,5/35^{ème} ;
- M. HUMBERT Marcel, mis à disposition par la Commune de Levoncourt à raison de 3/35^{ème} ;
- M. BILLIEUX Jonathan, mis à disposition par la Commune de Levoncourt à raison de 1,5/35^{ème} ;
- M. GRETTER Raphaël, mis à disposition par la Commune de Lutter à raison de 5/35^{ème} ;
- M. SCHERRER Cédric, mis à disposition par la Commune d'Oltingue, à raison de 9,5/35^{ème} ;
- M. MOSER Bruno, mis à disposition par la Commune de Raedersdorf, à raison de 5/35^{ème} ;
- M. BRAND Emmanuel, mis à disposition par la Commune de Riespach, à raison de 2/35^{ème} ;
- M. WALCH Christophe, mis à disposition par la Commune de Sondersdorf, à raison de 11/35^{ème} ;

Les conventions sont établies du 1^{er} février au 31 décembre 2019.

Pendant ces périodes, les agents seront rémunérés par leur commune d'origine selon leur grade ou leur emploi d'origine : émoluments de base et, le cas échéant, supplément familial, protections sociales, indemnités, astreintes et primes liées à l'emploi.

Les salaires, accessoires de salaires et des charges correspondantes feront l'objet d'un remboursement de la part de la Communauté de Communes.

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, accepte la mise à disposition des différents agents pour les périodes indiquées ci-dessus.

Il approuve les termes de ces mises à disposition et autorise son Président à signer les conventions à intervenir et toutes pièces y afférentes.

8. ADMISSIONS EN NON-VALEUR DE CREANCES IRRECOURVABLES : RECTIFICATION DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 13 DECEMBRE 2018

Le Président indique qu'il convient de rectifier le montant des admissions en non-valeur approuvé lors de la séance du Conseil Communautaire du 13 décembre 2018 pour le budget annexe OM Secteur III et Gersbach.

Il rappelle que l'irrecouvrabilité peut trouver son origine :

- dans la situation du débiteur (insolvabilité, parti sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritiers, etc.) ;
- dans le refus de l'ordonnateur d'autoriser les poursuites ;
- l'échec des tentatives de recouvrement ;
- une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à l'EPCI créancier et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

L'admission en non-valeur n'empêche pas la perception de la recette ultérieurement.

Par délibération n°152-2018, le Conseil Communautaire a décidé d'inscrire l'admission suivante :

- 11053 – budget OM Secteur III et Gersbach 9 459,37 €

Il convient de rectifier ledit montant comme suit : 26 930,41 €

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de rectifier l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables du budget annexe OM Secteur III et Gersbach, comme suit :

- 11053 – budget OM Secteur III et Gersbach 26 930,41 €

Il décide d'affecter cette dépense aux comptes 6541 et 6542 du budget annexe susmentionné.

9. DESIGNATION DES DELEGUES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LES AFFAIRES SCOLAIRES D'ALTKIRCH

Le Président expose que, dans le cadre de l'harmonisation des statuts de la Communauté de Communes, la compétence relative aux affaires scolaires du collège d'Altkirch a été transférée par les communes situées sur le territoire de l'ancienne Communauté de la Vallée de Hundsbach. Dans ce contexte, la Communauté de Communes devient membre, en lieu et place de ses communes concernées, du Syndicat Intercommunal pour les Affaires Scolaires d'Altkirch (SIASA).

La Communauté de Communes détenait déjà cette compétence pour les communes de l'ancienne communauté d'Altkirch.

Dès lors, le SIASA ne sera dorénavant composé que de trois membres : la Communauté de Communes Sundgau et les communes de Wahlbach et Zaessingue. Les autres communes, n'étant plus membres du SIASA, n'auront plus vocation à siéger au sein du comité syndical et le mandat de leurs délégués cessera. En conséquence, il appartiendra à la Communauté de Communes de désigner ses propres délégués, à savoir 15 représentants.

Pour ce faire, et comme les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales le permettent, il est proposé au Conseil communautaire de désigner comme représentants communautaires les élus qui siègent déjà au SIASA, c'est-à-dire les mêmes personnes que celles précédemment désignées par les conseils municipaux :

| COMMUNES | TITULAIRES | SUPPLEANTS |
|------------------|------------------------|---------------------|
| ALTKIRCH | Michel RANDE | Isabelle PI-JOCQUEL |
| ASPACH | Isabelle REICHLIN | Dominique STOESSEL |
| BERENTZWILLER | Catherine CAMPAGNE | Nathalie BOLLIGER |
| CARSPACH | Véronique LIDIN | Claude LEBOURGEOIS |
| EMLINGEN | Eric BRINGIA | Jeannette STEFFAN |
| FRANKEN | Hubert SCHERTZINGER | Caroline FLECHET |
| HAUSGAUEN | Joseph-Maurice WISS | Nicolas BRODBECK |
| HEIWILLER | Chantal WISS | Eric DUBS |
| HUNDSBACH | Philippe RUF | David STOECKLIN |
| JETTINGEN | Françoise GREINER | Roland GOEPFERT |
| OBERMORSCHWILLER | Pascale BIPPUS-HAENGGI | Jean-Yves ENDERLIN |

| | | |
|-------------|--------------------------|----------------------|
| SCHWOBEN | Béatrice HANSER | Nathalie TISCHMACHER |
| TAGSDORF | Nathalie KAUFFMANN-GOETZ | Valentine DIETSCH |
| WILLER | Stéphanie HERZOG | Annick FELLER |
| WITTERSDORF | Christiane TROCHERIE | Claudia HELL |

Par la suite, il appartiendra au SIASA de procéder à une modification de ses statuts pour prendre en compte la substitution des communes concernées par la Communauté de Communes.

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de ne pas recourir au scrutin secret. Après vote à mains levées, il désigne les délégués représentant la Communauté de Communes au Syndicat Intercommunal pour les Affaires Scolaires d'Altkirch comme suit :

| TITULAIRES | SUPPLEANTS |
|--------------------------|----------------------|
| Michel RANDE | Isabelle PI-JOCQUEL |
| Isabelle REICHLIN | Dominique STOESSEL |
| Catherine CAMPAGNE | Nathalie BOLLIGER |
| Véronique LIDIN | Claude LEBOURGEOIS |
| Eric BRINGIA | Jeannette STEFFAN |
| Hubert SCHERTZINGER | Caroline FLECHET |
| Joseph-Maurice WISS | Nicolas BRODBECK |
| Chantal WISS | Eric DUBS |
| Philippe RUF | David STOECKLIN |
| Françoise GREINER | Roland GOEPFERT |
| Pascale BIPPUS-HAENGGI | Jean-Yves ENDERLIN |
| Béatrice HANSER | Nathalie TISCHMACHER |
| Nathalie KAUFFMANN-GOETZ | Valentine DIETSCH |
| Stéphanie HERZOG | Annick FELLER |
| Christiane TROCHERIE | Claudia HELL |

10. DESIGNATION DES DELEGUES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE D'HEIMSBRUNN ET ENVIRONS

Dans le cadre de l'harmonisation de ses statuts, la Communauté de Communes s'est substituée, au 1^{er} janvier 2019, aux communes d'Aspach, Froeningen, Heidwiller, Hochstatt et Illfurth au sein du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) d'Heimsbrunn et environs.

Ces communes, n'étant plus membres du SIAEP, n'auront plus vocation à siéger au sein du comité syndical et le mandat de leurs délégués cessera. En conséquence, il appartiendra à la Communauté de Communes de désigner ses propres délégués.

Pour ce faire, et comme les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales le permettent, il sera proposé au Conseil communautaire de désigner comme représentants communautaires les élus qui siègent déjà au SIAEP, c'est-à-dire les mêmes personnes que celles précédemment désignées par les conseils municipaux :

| COMMUNE | DELEGUES |
|------------|---|
| ASPACH | Monsieur Fabien SCHOENIG Monsieur Dominique STOESSEL |
| FROENINGEN | Monsieur Georges CLAERR Monsieur Georges HEIM |
| HEIDWILLER | Monsieur Michel MORISSEAU Madame Chantal TELLIER |
| HOCHSTATT | Monsieur Mathieu HARTMANN Monsieur Michel WILLEMANN |
| ILLFURTH | Monsieur Benoît GOEPFERT Monsieur Christian SCHIRLIN |

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de ne pas recourir au scrutin secret. Après vote à mains levées, il désigne les délégués représentant la Communauté de Communes au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable d'Heimsbrunn et environs comme suit :

- **Monsieur Fabien SCHOENIG**
- **Monsieur Dominique STOESSEL**
- **Monsieur Georges CLAERR**
- **Monsieur Georges HEIM**
- **Monsieur Michel MORISSEAU**
- **Madame Chantal TELLIER**
- **Monsieur Mathieu HARTMANN**
- **Monsieur Michel WILLEMANN**
- **Monsieur Benoît GOEPFERT**
- **Monsieur Christian SCHIRLIN**

11. QUARTIER PLESSIER : VENTE DE TERRAIN A L'ENTREPRISE SELMONI

Le Président expose que la Communauté de Communes a été sollicitée par l'entreprise SELMONI, située au Quartier Plessier, pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 7, n° 251 à Carspach d'une superficie de 44 ares.

Conformément au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'avis de France Domaine a été sollicité. En vertu d'un avis du 31 juillet 2018, le terrain a été estimé à 44.000€, soit 1.000 € l'are.

Une première proposition a été faite à l'entreprise SELMONI pour une vente à hauteur de 2.500 € l'are, soit 110.000 € au total. Celle-ci ayant été refusée, le Bureau, lors de sa réunion du 6 septembre dernier, a proposé de soumettre une nouvelle offre à l'entreprise SELMONI à hauteur de 2.000 € l'are.

Par mail du 20 décembre dernier, la Communauté de Communes a été informée que le conseil d'administration de SELMONI validait l'acquisition de cette parcelle au montant de 2.000 € l'are, soit 88.000 € au total.

La cession sera conclue par un acte en la forme administrative.

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide la cession de la parcelle cadastrée section 7, n° 251 à Carspach, de 44 ares, pour un montant de 88.000 € à l'entreprise SELMONI.

Il dit que le transfert de propriété sera validé par un acte en la forme administrative rédigé et authentifié par son Président et autorise Monsieur Nicolas JANDER, Vice-Président, à signer l'acte en la forme administrative et tous actes s'y rapportant.

12. DESIGNATION DES REPRESENTANTS A L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAUTAIRE DU SUNDGAU

Le Président rappelle que la compétence Promotion du Tourisme est dévolue à la Communauté de Communes Sundgau depuis le 1^{er} janvier 2019 suite au transfert de cette dernière par le PETR aux communautés.

Suite à la modification des statuts de l'Office de Tourisme redéfinissant notamment ses membres, il convient de désigner trois représentants par Communauté de Communes siégeant au Conseil d'Administration.

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a proposé les candidats suivants :

- Monsieur François COHENDET ;
- Madame Estelle MIRANDA ;
- Monsieur Christian SUTTER.

Cette proposition a également été présentée lors de la Commission Tourisme du 21 janvier dernier, qui a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, désigne les représentants à l'Office de Tourisme Intercommunautaire du Sundgau comme suit :

- **Monsieur François COHENDET ;**
- **Madame Estelle MIRANDA ;**
- **Monsieur Christian SUTTER.**

13. CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA NAPPE RHENANE ET LES AQUIFERES DU SUNDGAU

Depuis la parution des résultats ERMES fin 2017, la Région Grand Est a pris en compte les questions de reconquête de qualité de l'eau et plus largement de l'utilisation des produits phytosanitaires. Cette prise en considération s'est traduite par un certain nombre de réunions de travail entre les différents partenaires (AERM, Région Grand Est, SAGE Ill Nappe-Rhin, Chambre d'Agriculture, DREAL, DRAAF, ARS, les producteurs et distributeurs d'eau, les organismes stockeurs, l'OPABA, la FR CUMA et l'APRONA) tout au long de l'année 2018.

Ces travaux ont abouti lors du dernier COPIL, qui s'est tenu à la Région le 9 novembre dernier, à la validation d'une Convention de Partenariat 2018-2022 pour la mise en place de contrats de solutions territoriaux en faveur de la qualité de la nappe d'Alsace et des aquifères du Sundgau. Celle-ci sera signée par l'ensemble des partenaires cités précédemment.

Concernant les différents objectifs fixés, ils sont les suivants :

- La convention fixe comme objectif global de réduire à moins de 20% en 2022 le nombre de points de suivi avec des teneurs en herbicides et les métabolites dans les eaux brutes aux limites de la qualité de 0,1 µg/l ;

- La reconquête de 20% des captages dégradés d'ici 2022 ;
- La baisse globale de l'utilisation des phytosanitaires et des herbicides :
 - Baisse de 40 à 50% de l'utilisation d'herbicides d'ici 2022 sur les aires d'alimentation des 19 captages cibles. La Communauté de Communes Sundgau est concernée par les captages de Spechbach, Tagolsheim et Willer ;
 - L'atteinte des objectifs ECOPHYTO soit une baisse de 25% en 2020 et 50% en 2025 tous phytosanitaires confondus.

Cette convention sera traduite localement par des contrats de solutions territoriaux. Ils seront définis pour une durée de 3 ans, à l'échelle locale, avec des objectifs de moyens, des indicateurs et un suivi en cohérence avec la stratégie globale.

Deux stratégies opérationnelles ont été retenues : un socle d'actions de base pour l'ensemble de la nappe et des actions renforcées pour les secteurs prioritaires. Parmi les actions à mettre en place, on retrouve notamment :

- La réduction des pollutions ponctuelles et l'accentuation de l'équipement en système de sécurisation de l'utilisation des pesticides sur l'exploitation ;
- La généralisation du recours à l'utilisation des traitements en post-levée ;
- Le développement et la systématisation de la prise en compte d'indicateurs environnementaux, la promotion des leviers agronomiques, le développement de la mise en œuvre et la généralisation de zones de filtration.

Concernant la gouvernance et le suivi, un COPIL politique se réunira au moins une fois par an afin de faire le bilan de l'avancement des contrats territoriaux. Il sera précédé d'un comité technique préparatoire. L'ensemble des partenaires et des acteurs locaux sera associé à l'élaboration et à la mise en œuvre de ces contrats de solutions territoriaux.

Pour la Communauté de Communes Sundgau, c'est le secteur de Tagolsheim qui a été choisi prioritairement pour la mise en place de ce contrat. Les premiers contacts avec la Région Grand Est et l'AERM seront pris dans les prochaines semaines afin de caler la mise en place de la réflexion. La signature de la convention ainsi que des premiers contrats territoriaux devraient se faire d'ici le mois de mars.

Le Conseil, à l'unanimité, décide la conclusion d'une convention de partenariat pour la nappe rhénane et les aquifères du Sundgau.

Il approuve les termes de la convention à conclure à cet effet et autorise son Président à signer la convention de partenariat pour la nappe rhénane et les aquifères du Sundgau et tous les documents y afférents.

14. ANNULATION DE LA DELIBERATION DU CONSEIL DE L'ANCIENNE COMMUNAUTE DE COMMUNES ILL ET GERSBACH DU 2 AVRIL 2015 : REMBOURSEMENT DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT DE L'ANNEE 2015 AUX REQUERANTS

Le Président rappelle que, par jugement du 25 avril 2018, le Tribunal Administratif de Strasbourg a annulé une délibération de l'ex CCIG qui fixait les montants de la redevance d'assainissement pour l'année 2015.

| USAGERS | | | N° FACTURES | | MONTANT TOTAL A REMBOURSE |
|-----------------------|----------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------------|
| CVILITE | NOM | PRENOM | 1ER SEM | 2EME SEM | |
| Madame | BERLINGER | Béatrice | 20151/6202 du 24/07/2015 | 20152/62832 du 02/12/2015 | 159,73 € |
| Madame | ECKES | Charlotte | 20151/6211 du 24/07/2015 | 20152/62841 du 02/12/2015 | 135,05 € |
| Madame | OTT | Bernadette | 20151/6256 du 24/07/2015 | 20152/62888 du 02/12/2015 | 130,04 € |
| Monsieur | PORZIO Frabrice | et Madame BROM Yolande | 20151/6260 du 24/07/2015 | 20152/62892 du 02/12/2015 | 415,20 € |
| Monsieur | BARRAY | Alain | 20151/6200 du 24/07/2015 | 20152/62830 du 02/12/2015 | 150,06 € |
| Monsieur | BECK | Georges | 20151/6201 du 24/07/2015 | 20152/62831 du 02/12/2015 | 225,09 € |
| Monsieur | BIEHLMANN | Philippe | 20151/6203 du 24/07/2015 | 20152/62833 du 02/12/2015 | 255,11 € |
| Monsieur | BOUAZA | Arnaud | 20151/6204 du 24/07/2015 | 20152/62834 du 02/12/2015 | 217,59 € |
| Madame | BRAND | Raymonde | 20151/6205 du 24/07/2015 | 20152/62835 du 02/12/2015 | 362,67 € |
| Monsieur | CACCIN | Bruno | 20151/6206 du 24/07/2015 | 20152/62836 du 02/12/2015 | 132,54 € |
| Monsieur | CARIANI | Fabio | 20151/6207 du 24/07/2015 | 20152/62837 du 02/12/2015 | 215,09 € |
| Monsieur | CELEBI | Mesut | 20151/6208 du 24/07/2015 | 20152/62838 du 02/12/2015 | 270,13 € |
| COMMUNE DE HENFLINGEN | | | 20151/6209 du 24/07/2015 | 20152/62839 du 02/12/2015 | 170,06 € |
| Monsieur | DUBAIL | Hervé | 20151/6210 du 24/07/2015 | 20152/62840 du 02/12/2015 | 462,73 € |
| Madame | ECKES | Germaine | 20151/6212 du 24/07/2015 | | 82,53 € |
| Madame | ECKES | Nicole | | 20152/62845 du 02/12/2015 | 85,03 € |
| Monsieur | ECKES | Joseph | 20151/6213 du 24/07/2015 | 20152/62842 du 02/12/2015 | 330,15 € |
| Monsieur | ECKES | Marcel | 20151/6214 du 24/07/2015 | 20152/62843 du 02/12/2015 | 462,73 € |
| Madame | ECKES | Micheline | 20151/6215 du 24/07/2015 | 20152/62844 du 02/12/2015 | 262,61 € |
| Monsieur | ECKES | Raphaël | 20151/6216 du 24/07/2015 | 20152/62846 du 02/12/2015 | 205,08 € |
| Monsieur | EHRET | Gilles | 20151/6217 du 24/07/2015 | 20152/62847 du 02/12/2015 | 600,30 € |
| Monsieur | FEDERSPIEL | Gérard | 20151/6218 du 24/07/2015 | 20152/62849 du 02/12/2015 | 115,04 € |
| Monsieur | FEDERSPIEL | Gérard | 20151/6219 du 24/07/2015 | 20152/62848 du 02/12/2015 | 115,04 € |
| Monsieur | FEGA | Thierry | 20151/6220 du 24/07/2015 | 20152/62850 du 02/12/2015 | 287,63 € |
| Monsieur | FOEGE | André | 20151/6221 du 24/07/2015 | 20152/62851 du 02/12/2015 | 335,16 € |
| Monsieur | FOEGE | Bernard | 20151/6222 du 24/07/2015 | 20152/62852 du 02/12/2015 | 340,16 € |
| Monsieur | FOEGE | Martin | 20151/6223 du 24/07/2015 | | 227,61 € |
| Monsieur | GENNIN | Yannick | 20151/6224 du 24/07/2015 | 20152/62853 du 02/12/2015 | 202,59 € |
| Monsieur | GORNICHON Sylvain | et Madame SCHERRER Elodie | 20151/6225 du 24/07/2015 | 20152/62854 du 02/12/2015 | 530,27 € |
| Monsieur | GUARRERA | Fabrice | 20151/6226 du 24/07/2015 | 20152/62855 du 02/12/2015 | 449,20 € |
| Monsieur | GUNTZ | Alain | 20151/6227 du 24/07/2015 | 20152/62856 du 02/12/2015 | 287,63 € |
| Monsieur | GUSSY | Patrick | 20151/6228 du 24/07/2015 | 20152/62857 du 02/12/2015 | 377,67 € |
| Monsieur | HATTSTATT | Hervé | 20151/6229 du 24/07/2015 | 20152/62858 du 02/12/2015 | 405,20 € |
| Madame | HATTSTATT | Rosa | 20151/6230 du 24/07/2015 | 20152/62859 du 02/12/2015 | 270,13 € |
| Monsieur | HUG | Daniel | 20151/6231 du 24/07/2015 | 20152/62861 du 02/12/2015 | 242,61 € |
| Monsieur | HUMBRECHT | Lucien | 20151/6232 du 24/07/2015 | 20152/62862 du 02/12/2015 | 245,10 € |
| Monsieur | JAECKY | Morand | 20151/6233 du 24/07/2015 | 20152/62863 du 02/12/2015 | 200,08 € |
| Monsieur | JOURDAN | Henri | 20151/6234 du 24/07/2015 | 20152/62864 du 02/12/2015 | 387,68 € |
| Monsieur | KONIGSBAUER | Eduard | 20151/6235 du 24/07/2015 | 20152/62865 du 02/12/2015 | 747,89 € |
| Madame | LAFERTIN | Christine | 20151/6236 du 24/07/2015 | 20152/62866 du 02/12/2015 | 330,15 € |
| Monsieur | LEVIEUX Frédéric | et Madame SCHMITT Tania | | 20152/62867 du 02/12/2015 | 202,60 € |

Il est proposé de rembourser la redevance de l'année 2015 aux requérants, à savoir :

| USAGERS | | | N° FACTURES | | MONTANT |
|----------|--------------------|------------------------------------|--------------------------|---------------------------|--------------------|
| CIVILITE | NOM | PRENOM | 1ER SEM | 2EME SEM | TOTAL A |
| Monsieur | LITZLER | Antoine | 20151/6237 du 24/07/2015 | 20152/62868 du 02/12/2015 | 572,79 € |
| Monsieur | LITZLER | Gilles | 20151/6238 du 24/07/2015 | 20152/62869 du 02/12/2015 | 405,20 € |
| Monsieur | LITZLER | Jean-Paul | 20151/6239 du 24/07/2015 | 20152/62870 du 02/12/2015 | 328,80 € |
| Madame | LITZLER | Josépha | 20151/6240 du 24/07/2015 | | 80,03 € |
| Monsieur | LITZLER | Olivier | 20151/6241 du 24/07/2015 | 20152/62872 du 02/12/2015 | 220,10 € |
| Monsieur | LITZLER | Pierrot | 20151/6242 du 24/07/2015 | 20152/62873 du 02/12/2015 | 105,03 € |
| Monsieur | LITZLER | Stéphane | 20151/6243 du 24/07/2015 | 20152/62874 du 02/12/2015 | 240,11 € |
| Monsieur | MANUNZA | Christophe | 20151/6244 du 24/07/2015 | 20152/62875 du 02/12/2015 | 290,14 € |
| Monsieur | METZGER | Bertrand | 20151/6245 du 24/07/2015 | 20152/62876 du 02/12/2015 | 350,16 € |
| Monsieur | METZGER | Frédéric | 20151/6246 du 24/07/2015 | 20152/62877 du 02/12/2015 | 120,04 € |
| Monsieur | METZGER | Jean-Louis | 20151/6247 du 24/07/2015 | 20152/62878 du 02/12/2015 | 212,59 € |
| Monsieur | MILLET | Jean-Yves | 20151/6248 du 24/07/2015 | 20152/62879 du 02/12/2015 | 377,69 € |
| Madame | MOESSNER | Reine | 20151/6249 du 24/07/2015 | 20152/62880 du 02/12/2015 | 280,13 € |
| Monsieur | MORGEN Thomas | et Madame FOLTZER Sophie | 20151/6250 du 24/07/2015 | 20152/62881 du 02/12/2015 | 262,61 € |
| Monsieur | MULLER | Alain | 20151/6251 du 24/07/2015 | 20152/62882 du 02/12/2015 | 322,64 € |
| Monsieur | MULLER | Bernard | 20151/6252 du 24/07/2015 | 20152/62883 du 02/12/2015 | 270,13 € |
| Madame | MULLER | Hélène | 20151/6253 du 24/07/2015 | 20152/62884 du 02/12/2015 | 195,07 € |
| Madame | MUNCK | Marie Lydia | 20151/6255 du 24/07/2015 | 20152/62886 du 02/12/2015 | 285,13 € |
| Monsieur | NACHBAUR Thomas | et Madame WILLIG Marjorie | | 20152/62887 du 02/12/2015 | 180,93 € |
| Monsieur | PETER | Marc | 20151/6257 du 24/07/2015 | 20152/62889 du 02/12/2015 | 215,09 € |
| Monsieur | PETER | Roland | 20151/6258 du 24/07/2015 | 20152/62890 du 02/12/2015 | 235,10 € |
| Monsieur | PORTIER | Jean-Marie | 20151/6259 du 24/07/2015 | 20152/62891 du 02/12/2015 | 222,60 € |
| Monsieur | ROLL | Francis | 20151/6261 du 24/07/2015 | 20152/62893 du 02/12/2015 | 390,18 € |
| Monsieur | ROLL Julien | et Madame SCHMITT Mireille | | 20152/62894 du 02/12/2015 | 127,56 € |
| Monsieur | SALVADO | Laurent | 20151/6262 du 24/07/2015 | 20152/62895 du 02/12/2015 | 487,74 € |
| Monsieur | SCHMITT | Adrien | 20151/6263 du 24/07/2015 | 20152/62896 du 02/12/2015 | 280,13 € |
| Monsieur | SCHMITT | Baptiste | 20151/6264 du 24/07/2015 | 20152/62897 du 02/12/2015 | 315,14 € |
| Monsieur | SCHMITT | Serge | 20151/6265 du 24/07/2015 | 20152/62898 du 02/12/2015 | 445,21 € |
| Monsieur | SCHMITT | Thierry | 20151/6266 du 24/07/2015 | 20152/62899 du 02/12/2015 | 355,17 € |
| Madame | SCHOLER | Corinne | 20151/6267 du 24/07/2015 | 20152/62900 du 02/12/2015 | 320,16 € |
| Monsieur | SCOBBIÉ | Kenneth | 20151/6268 du 24/07/2015 | 20152/62901 du 02/12/2015 | 495,25 € |
| Monsieur | SENGELIN | Dominique | 20151/6269 du 24/07/2015 | 20152/62902 du 02/12/2015 | 230,10 € |
| Monsieur | SMUGALA | André | 20151/6270 du 24/07/2015 | 20152/62903 du 02/12/2015 | 322,64 € |
| Monsieur | SPRINGINSFEL D | Marc | 20151/6271 du 24/07/2015 | 20152/62904 du 02/12/2015 | 412,70 € |
| Madame | STARK | Marie-Paule | 20151/6272 du 24/07/2015 | | 30,00 € |
| Monsieur | STEHLIN | Pascal | 20151/6273 du 24/07/2015 | 20152/62905 du 02/12/2015 | 387,68 € |
| Monsieur | STEIBLÉ | Antoine | 20151/6274 du 24/07/2015 | 20152/62902 du 02/12/2015 | 497,75 € |
| Monsieur | STIERLI Félix | et Madame STIEFEL LANGE Pia | 20151/6275 du 24/07/2015 | 20152/62907 du 02/12/2015 | 242,61 € |
| Monsieur | STIERLIN | Arsène | 20151/6276 du 24/07/2015 | 20152/62908 du 02/12/2015 | 302,64 € |
| Monsieur | STIERLIN | Bruno | 20151/6277 du 24/07/2015 | 20152/62909 du 02/12/2015 | 287,63 € |
| Monsieur | STIERLIN | Jean-Claude | 20151/6278 du 24/07/2015 | 20152/62910 du 02/12/2015 | 180,07 € |
| Monsieur | STOECKLIN | Bernard | 20151/6279 du 24/07/2015 | 20152/62911 du 02/12/2015 | 515,25 € |
| Monsieur | SUTTER Pierre | et Madame BISCHOFF Catherine | 20151/6280 du 24/07/2015 | 20152/62912 du 02/12/2015 | 255,11 € |
| Madame | Veuve RUNSER | Antoine | 20151/6281 du 24/07/2015 | 20152/62913 du 02/12/2012 | 292,63 € |
| Madame | WICKY | Erwin | 20151/6282 du 24/07/2015 | 20152/62914 du 02/12/2015 | 207,59 € |
| Monsieur | ZAUG | Roland | 20151/6283 du 24/07/2015 | 20152/62915 du 02/12/2015 | 92,52 € |
| | | | | | 24 874,51 € |

Lors de sa réunion du 17 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de procéder au remboursement de la redevance d'assainissement de l'année 2015 aux usagers ci-avant listés. Il dit que la dépense sera imputée au budget annexe Assainissement CCS.

15. EXTENSION DE L'ADHESION AU SYNDICAT MIXTE POUR LE RECYCLAGE AGRICOLE

Le Président rappelle que le SMRA68 est un syndicat mixte dit « ouvert », au sens des articles L.5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, créé par le Département du Haut-Rhin, des collectivités et établissements publics locaux du Haut-Rhin compétents en matière d'assainissement, notamment.

Le SMRA68 a pour objet le traitement de toutes les questions relatives au recyclage agricole de matières fertilisantes d'origine résiduaire et, en particulier :

- Il apporte conseil et assistance aux intervenants dans la filière de valorisation agricole de ces matières ;
- Il favorise et initie toutes les démarches tendant à la transparence et à l'intégration de la filière précitée dans une ambition locale d'excellence ;
- Il recueille les données nécessaires à la connaissance complète des flux de matières ;
- Il procède à des expérimentations d'intérêt général permettant d'évaluer leur intérêt agronomique et leurs impacts éventuels ;
- Il procède à une veille réglementaire et scientifique ;
- Il établit, tient à jour et exploite les données relatives aux matières à épandre, aux parcelles mises à disposition et mobilisées annuellement, et conserve l'historique des épandages en base de données ;
- Il communique sur les filières de valorisation auprès des professionnels agricoles, des élus et du grand public ;
- Il anime une concertation des acteurs locaux ;
- Il apprécie les possibilités de traitement dans le Département du Haut-Rhin.

Pour mémoire, la Communauté de Communes Sundgau est déjà adhérente au SMRA68 pour les ouvrages dont elle a la compétence assainissement depuis le 1^{er} janvier 2017 : les stations boues activées à Altkirch, Illfurth, Illtal, Spechbach et la lagune à Obermorschwiller.

L'adhésion au SMRA68 permet de fiabiliser la filière de retour au sol des boues des stations d'épuration de la collectivité. Elle permet également, d'intégrer les évolutions réglementaires et locales, et de progresser dans une dynamique départementale solidaire.

Il est proposé d'étendre cette adhésion en y incluant les stations d'épuration à Vieux-Ferrette et à Fislis, à compter du 1^{er} janvier 2019. Financièrement, cette extension représente une dépense de 364 € HT par station soit 728 € HT/an.

Enfin, les 2 délégués désignés pour siéger au Comité Syndical dudit Syndicat Mixte resteraient Messieurs Jean-Marie FREUDENBERGER et Georges RISS.

Monsieur Germain GOEPFERT est favorable à l'adhésion au SMRA mais se prononce contre l'épandage des boues qui, selon lui, ne sont pas suffisamment analysées alors qu'elles contiennent nombres de produits pharmaceutiques dont on ne connaît pas les effets secondaires.

Monsieur Georges RISS rappelle que ce sont l'ensemble des boues liquides et solides des stations d'épuration qui sont contrôlées et analysées, avant épandage. Il précise qu'il existe plus de risques de pollution avec le lisier en provenance d'élevages intensifs.

Monsieur Bertrand IVAIN rappelle que l'épandage des boues est une pratique ancienne. Au SIVOM à Mulhouse, les boues sont neutralisées et brûlées sans pour autant qu'il y ait de rejets dans l'air contrairement à l'épandage.

Monsieur Fabien SCHOENIG propose que la Commission Environnement travaille sur cette thématique au regard des questions soulevées.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve l'extension de l'adhésion de la Communauté de Communes au SMRA, avec effet au 1^{er} janvier 2019, pour les ouvrages d'épuration à Fislis et Vieux-Ferrette.

16. COMMUNICATIONS

- Détermination du lieu de la prochaine séance

Aux termes de l'article L.5211-11 du CGCT, « l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres ».

Il est proposé à l'Assemblée de retenir la salle de la Halle au blé à Altkirch pour sa prochaine séance qui se tiendra le jeudi 21 février 2019 à 19h00.

Le Conseil, à l'unanimité, donne mandat au Président pour fixer le lieu de la séance du Conseil du 21 février 2019.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 22h30.

Altkirch, le 11 février 2019
Le Président, Michel WILLEMANN



**APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU**

SÉANCE DU JEUDI 31 JANVIER 2019 À 18 H 30

Ordre du jour

| | | |
|-----|---|-----|
| 1. | DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE..... | 295 |
| 2. | APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 13 DECEMBRE 2018 | 295 |
| 3. | PRESENTATION DE LA STRATEGIE DE CONCERTATION DU PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL | 295 |
| 4. | MODIFICATION DES STATUTS DE L'EPAGE DE LA LARGUE | 296 |
| 5. | FIXATION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION PREVISIONNELLES..... | 297 |
| 6. | MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS..... | 299 |
| 7. | CONCLUSION DE CONVENTIONS DE MISES A DISPOSITION | 300 |
| 8. | ADMISSIONS EN NON-VALEUR DE CREANCES IRRECOUVRABLES : RECTIFICATION DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 13 DECEMBRE 2018 | 300 |
| 9. | DESIGNATION DES DELEGUES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LES AFFAIRES SCOLAIRES D'ALTKIRCH..... | 301 |
| 10. | DESIGNATION DES DELEGUES AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE D'HEIMSBRUNN ET ENVIRONS | 302 |
| 11. | QUARTIER PLESSIER : VENTE DE TERRAIN A L'ENTREPRISE SELMONI | 303 |
| 12. | DESIGNATION DES REPRESENTANTS A L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAUTAIRE DU SUNDGAU | 304 |
| 13. | CONCLUSION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA NAPPE RHENANE ET LES AQUIFERES DU SUNDGAU | 304 |
| 14. | ANNULLATION DE LA DELIBERATION DU CONSEIL DE L'ANCIENNE COMMUNAUTE DE COMMUNES ILL ET GERSBACH DU 2 AVRIL 2015 : REMBOURSEMENT DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT DE L'ANNEE 2015 AUX REQUERANTS..... | 306 |
| 15. | EXTENSION DE L'ADHESION AU SYNDICAT MIXTE POUR LE RECYCLAGE AGRICOLE..... | 308 |
| 16. | COMMUNICATIONS | 309 |

| SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 31 JANVIER 2019 | | |
|---|---------------------------------|------------------|
| Prénom, Nom | Représentation / Pouvoir | Signature |
| M. Philippe RUFİ | | |
| | | |
| M. Bertrand AITA | | |
| | | |
| M. Antoine ANTONY | | |
| | | |
| Mme Fabienne BAMOND | | |
| | | |
| Mme Marie-Thérèse BARTH | | |
| | | |

| | | |
|-----------------------------|---|--|
| M. Christophe BAUMLE | | |
| | | |
| M. Joseph BERBETT | | |
| | | |
| M. Guy BILGER | | |
| | | |
| Mme Martine BILGER | | |
| | | |
| M. Michel BILGER | | |
| | | |
| M. Pierre BLIND | Représenté par son suppléant Monsieur Louis ALLEMANN | |
| | | |

| | | |
|---|--|----------------|
| M. Jean-Pierre BUISSON | | |
| | | |
| Mme Chrysanthe CAMILO | | Absente |
| | | |
| M. Jean-Claude COLIN | | Excusé |
| <i>A donné procuration à Monsieur Jean-Claude SCHNECKENBURGER</i> | | |
| Mme Danielle CORDIER | | |
| A reçu procuration de Monsieur Thierry DOLL | | |
| M. Philippe DEPIERRE | | |
| | | |
| M. Dominique DIETLIN | | Absent |
| | | |

| | | |
|--|--|---------------|
| M. Dominique DIRRIG | | Absent |
| | | |
| M. Thierry DOLL | | Excusé |
| <i>A donné procuration à Madame Danielle CORDIER</i> | | |
| M. Stéphane DUBS | | Absent |
| | | |
| M. François EICHHOLTZER | | |
| | | |
| M. Bernard FANKHAUSER | | Excusé |
| <i>A donné procuration à Monsieur Grégory KUGLER</i> | | |
| Mme Annick FELLER | | |
| | | |

| | | |
|--|--|----------------|
| Mme Delphine FELLMANN | | Excusée |
| <i>A donné procuration à Madame Gaëlle ZIMMERMANN</i> | | |
| M. Christian FUTTERER | | |
| | | |
| M. Serge GAISSER | | Excusé |
| | | |
| M. Benoît GOEPFERT | | Excusé |
| <i>A donné procuration à Monsieur Christian SUTTER</i> | | |
| M. Germain GOEPFERT | | |
| | | |
| Mme Madeleine GOETZ | | |
| | | |

| | | |
|--|--|--|
| M. Éric GUTZWILLER | | |
| A reçu procuration de Monsieur Philippe HUBER | | |
| M. François GUTZWILLER | | |
| | | |
| Mme Sabine HATTSTATT | | |
| | | |
| M. Georges HEIM | | |
| | | |
| Mme Ginette HELL | | |
| | | |
| M. Jean-Michel HELL | | |
| A reçu procuration de Madame Nathalie SINGHOFF-FURLAN | | |

| | | |
|--|--|---------------|
| M. Philippe HUBER | | Excusé |
| <i>A donné procuration à Monsieur Eric GUTZWILLER</i> | | |
| M. Bertrand IVAIN | | |
| | | |
| M. Christian KLEIBER | | Excusé |
| <i>A donné procuration à Monsieur Armand REINHARD</i> | | |
| M. Roger KOCHER | | Absent |
| | | |
| M. Grégory KUGLER | | |
| A reçu procuration de Monsieur Bernard FANKHAUSER | | |
| Mme Florence LAVAUT | | |
| | | |

| | | |
|-----------------------------|--|---------------|
| M. Didier LEMAIRE | | |
| | | |
| M. Michel LERCH | | Excusé |
| | | |
| M. Christian LERDUNG | | |
| | | |
| M. Clément LIBIS | | |
| | | |
| Mme Véronique LIDIN | | |
| | | |
| M. André LINDER | | Absent |
| | | |

| | | |
|---|--|----------------|
| M. Claude LITSCHKY | | Absent |
| | | |
| M. François LITZLER | | |
| | | |
| Mme Françoise MARTIN | | Excusée |
| <i>A donné procuration Monsieur Serge SCHUELLER</i> | | |
| Mme Estelle MIRANDA | | |
| | | |
| M. Jean-Yves MOSSER | | |
| | | |
| Mme Marie-Josée MULLER | | |
| | | |

| | | |
|--|---|---------------|
| M. Régis OCHSENBEIN | | Excusé |
| <i>A donné procuration à Monsieur Jean-Marie FREUDENBERGER</i> | | |
| Mme Isabelle PI-JOCQUEL | | |
| | | |
| M. Christian REY | | |
| | | |
| M. André SCHERRER | | |
| | | |
| M. Hubert SCHERTZINGER | Représenté par son suppléant Monsieur Hubert SOLDNER | |
| | | |
| M. Jean-Claude SCHIELIN | | |
| | | |

| | | |
|---|--|----------------|
| M. Bernard SCHLEGEL | | |
| | | |
| M. Alain SCHMITT | | |
| | | |
| M. Clément SCHNEBELEN | | |
| | | |
| M. Jean-Claude SCHNECKENBURGER | | |
| A reçu procuration de Monsieur Jean-Claude COLIN | | |
| M. Serge SCHUELLER | | |
| A reçu procuration de Madame Françoise MARTIN | | |
| Mme Nathalie SINGHOFF- FURLAN | | Excusée |
| <i>A donné procuration à Monsieur Jean-Michel HELL</i> | | |

| | | |
|--|--|---------------|
| M. Gilbert SORROLDONI | | Excusé |
| <i>A donné procuration à Monsieur Fernand WIEDER</i> | | |
| M. Rémi SPILLMANN | | |
| | | |
| M. Patrick STEMMELIN | | |
| | | |
| M. Paul STOFFEL | | |
| | | |
| M. Hervé WALTER | | |
| | | |
| M. Jean WEISENHORN | | |
| | | |

| | | |
|---|--|---------------|
| M. Fernand WIEDER | | |
| A reçu procuration de Monsieur Gilbert SORROLDONI | | |
| M. Joseph-Maurice WISS | | Excusé |
| <i>A donné procuration à Monsieur Jean ZURBACH</i> | | |
| Mme Gaëlle ZIMMERMANN | | |
| A reçu procuration de Madame Delphine FELLMANN | | |
| M. Jean ZURBACH | | |
| A reçu procuration de Monsieur Joseph-Maurice WISS | | |
| M. Fabien SCHOENIG | | |
| | | |
| M. Armand REINHARD | | |
| A reçu procuration de Monsieur Christian KLEIBER | | |

| | | |
|-----------------------------|--|--|
| M. Georges RISS | | |
| | | |
| M. François COHENDET | | |
| | | |
| M. Michel DESSERICH | | |
| | | |
| M. Jean-Marc METZ | | |
| | | |
| M. Nicolas JANDER | | |
| | | |
| M. Michel WILLEMANN | | |
| | | |

| | | |
|--|--|---------------|
| M. Jean-Marie FREUDENBERGER | | |
| A reçu procuration de Monsieur Régis OCHSENBEIN | | |
| M. Christian SUTTER | | |
| A reçu procuration de Monsieur Benoît GOEPFERT | | |
| M. Gilles FREMIOT | | |
| | | |
| M. Dominique SPRINGINSFELD | | Excusé |
| | | |
| M. Jean-Michel MONTEILLET | | |
| | | |
| M. André LEHMES | | |
| | | |

